

N° DP 24/177

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ESPACES LOGISTIQUES AU DOMAINE DE FABREGAS POUR LES BESOINS DU TOURNAGE DE LA SERIE "TOM & LOLA"

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU les articles L. 322-1 à L. 322-13 du Code de l'Environnement et les Articles réglementaires d'application correspondants,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du 27 novembre 2018 du Conseil d'Administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres fixant le barème de redevance pour l'occupation de son domaine public,

VU la convention du 28 septembre 2020 confiant à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres pour une durée de 6 années,

VU la convention de gestion du Domaine de Fabrégas en date du 28 septembre 2020,

VU le plan de gestion du Domaine de Fabrégas en date du mois d'août 2022,

VU le projet de convention de mise à disposition ci-annexés,

CONSIDERANT la demande de la société DEMD de disposer d'espaces logistiques pour les besoins de la série dénommée « Tom et Lola » les 15 et 16 février 2024,

CONSIDERANT que le bureau des tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif de faciliter l'organisation de tournages sur son territoire,

CONSIDERANT l'intérêt général que revêt le projet sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en termes de retombées économiques et d'attractivité,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition et de les approuver,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE METTRE à disposition de la société DEMD les espaces définis dans la convention ci-annexée.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention ci-annexée définissant les conditions de la mise à disposition.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits seront versés à l'opération n°16121 article n°70323, au Budget Principal 2024 de la Métropole.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



38 17 107

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
RELATIVE A L'ORGANISATION DE PRISES DE VUE**

Sur le site FABREGAS-Les Gabrielles N°83-676

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu l'article L.2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-4 et les articles R.2122-1 à R.2122-8 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le plan de gestion du Domaine de Fabrégas en date du mois d'août 2022,

Vu la convention de gestion du Domaine de Fabrégas en date du 28 septembre 2020,

ENTRE,

- Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, situé à la Corderie Royale, rue Jean-Baptiste Audebert, CS 10137, 17306 Rochefort Cedex, représenté par sa Directrice, *Mme Agnès VINCE*,
ci-après dénommé "**Conservatoire du littoral**",

- Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, gestionnaire du site par convention en date du 28 septembre 2020.
ci-après dénommé « **Gestionnaire** »

d'une part,

ET

- La société DEMD, représentée par son représentant légal, Erika Wicke de Haeck, demeurant 46 avenue de Breteuil, 75007 PARIS dénommée ci-après "**Bénéficiaire**",

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :



ARTICLE 1 : RAPPEL DE LA MISSION DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Le Conservatoire du littoral a pour mission de mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique (article L.322-1 du Code de l'Environnement).

A ce titre, le Conservatoire du littoral n'a pas vocation à accueillir des manifestations sportives, culturelles ou des tournages de film. Il demeure cependant le seul, en tant que propriétaire à pouvoir délivrer, à titre tout à fait exceptionnel, une autorisation ponctuelle et non reconductible, par voie d'une COT, pour une manifestation qui ne risque pas d'entraîner des modifications significatives sur les parties aménagées et les milieux naturels.

En tout état de cause, le Conservatoire du littoral se réserve le droit d'interdire les prises de vue qui serviraient de support à des propos, des produits ou des actes qui porteraient atteinte aux lois et règlements en matière d'environnement.(voir article 3.2 ci-après)

Sous ces remarques préalables et les conditions ci-après mentionnées, l'Organisateur est autorisée à occuper les parcelles visées en annexe du site de du Domaine de Fabrégas.

ARTICLE 2: OBJET ET DATE DE LA MANIFESTATION

Il est pris acte de la demande en date du **05/01/2024** du bénéficiaire qui pourra **organiser du 15/02/2024 5h45 au 16 février 2024 19h00 pour le tournage de prises de vue sous forme de film, la réservation ponctuelle de l'aire naturelle de stationnement sur le site du Domaine de Fabrégas et de la grande salle pour le HMC (Habillage, Maquillage, Coiffure)**, propriété du Conservatoire du littoral.

La période de repérage des lieux précédant l'occupation effective des lieux n'est pas prise en compte pour le calcul de la redevance prévue à l'article 4 ci-après.

Un report de la date de la manifestation pourra être envisagé en cas de force majeure (conditions météorologiques défavorables notamment). Dans ce cas, une nouvelle COT sera établie, pour la nouvelle période considérée, contenant les mêmes dispositions que la présente COT.

ARTICLE 3: OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

3.1. Un état des lieux sera établi avant et après la manifestation, en présence du bénéficiaire, ainsi que du Conservatoire du littoral et du gestionnaire.

3.2. Le bénéficiaire s'engage à ne pas tourner des images susceptibles de porter atteinte de manière directe ou indirecte aux bonnes mœurs, aux milieux naturels et à l'environnement en général. Il fournira à cet effet au Conservatoire du littoral et au gestionnaire un synopsis de son projet de prises de vue.

En outre, avant toute diffusion, le bénéficiaire associera le Conservatoire du littoral et le gestionnaire au visionnage du PAD (Prêt à diffuser).

Sans que cela ne remette en cause l'œuvre de création artistique, le bénéficiaire s'engage à retirer du montage les séquences pouvant avoir des effets manifestement négatifs pour la protection du site.

3.3. Le bénéficiaire assure la responsabilité pleine et entière du bon déroulement de la manifestation. Il souscrit pour cela les assurances nécessaires. Il s'assurera spécifiquement si des animaux sont introduits sur le site. Il est notamment responsable de la sécurité des participants et des tiers lors de la manifestation, ainsi que de leur information sur ses obligations vis à vis du Conservatoire du littoral et du gestionnaire.

3.4. Le Conservatoire du littoral et le gestionnaire ne pourront aucunement être tenus pour responsable, en cas d'accident, ou de dommage porté à un membre salarié ou vacataire du bénéficiaire, ou à un tiers.

3.5. Le bénéficiaire est responsable de la surveillance de la manifestation et s'engage à prendre toutes les mesures utiles et installer toute la signalisation nécessaire à la sécurité des biens et des personnes.

3.6. Pendant toute la durée du tournage, le bénéficiaire prendra l'attache de **M. COMBA Fabrice**, gestionnaire du site, qui sera son interlocuteur privilégié et représentera le Conservatoire du littoral et le gestionnaire. Le bénéficiaire devra tenir compte des conseils et interdictions qui seront formulés par cette personne.

3.7. Le bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur affectant le site. Le bénéficiaire s'engage à ne faire circuler aucun véhicule sur les zones naturelles.



Les véhicules peuvent cependant utiliser les aires de stationnement ou les pistes existantes prévues à cet effet. Chaque véhicule de l'organisateur devra être identifiable par un signe distinctif.
Le bénéficiaire veillera à refermer les barrières de fermetures des pistes à chaque passage de véhicule.

3.8. Le bénéficiaire s'engage à ne pas entraver le libre accès gratuit au site pendant la durée de la manifestation. Il devra préalablement avertir le Conservatoire et le gestionnaire si des prises de vues lors du tournage nécessitent, pendant une courte durée, la non présence du public.

3.9. Le bénéficiaire s'engage à utiliser du matériel en conformité avec la réglementation en vigueur et de ne pas troubler les émissions radioélectriques du secteur.
L'ensemble des fluides (eau, électricité...) nécessaire pendant la durée de la manifestation sont à la charge du bénéficiaire .

3.10. Le bénéficiaire s'engage à n'occasionner aucune dégradation sur le sol, les équipements, les bâtiments ou les végétaux au cours de la manifestation. Il s'engage à remettre les lieux en parfait état de propreté dans un délai de 3 jours après la fin du tournage et à déposer et évacuer tous les équipements légers installés pour les besoins du tournage qui auraient été autorisés.

Si par accident des dégâts étaient occasionnés au terrain ou aux bâtiments, le bénéficiaire s'engage à prendre en charge la totalité des réparations au vue des devis que le Conservatoire du littoral fera établir par des entreprises compétentes.

Les travaux de réparation seront engagés sous quinzaine par le bénéficiaire dès réception des devis émis par les entreprises retenues par le Conservatoire du littoral.

Tout délai supplémentaire qui serait dû à des retards ou des négligences du bénéficiaire entraînerait une pénalité de retard de 460 € par jour ouvrable payable auprès de Monsieur l'Agent Comptable de la Métropole TPM

ARTICLE 4 : REDEVANCE

Le bénéficiaire s'engage au versement d'une somme de **600 €** par jour de tournage (**300 € pour la réservation de l'aire naturelle de stationnement et 300 € pour la réservation de la grande salle de la bâtisse**), majoré de **50% pour le premier jour compte tenu de la réservation de nuit** soit au total la somme de **1500 € (600 + 300 + 600)** adressée à Monsieur l' Agent Comptable de la Métropole TPM au plus tard le **30/03/2024**.

ARTICLE 5 : IMAGE DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL ET DU GESTIONNAIRE

Le bénéficiaire est autorisé à mentionner le nom du Conservatoire et du gestionnaire dans l'information délivrée auprès du public, avant, pendant et après le déroulement de la manifestation à condition de rappeler les missions de l'Etablissement et le rôle du gestionnaire.

ARTICLE 6 : RESILIATION et LITIGES

Si le bénéficiaire ne respecte pas l'une des obligations prévues à l'article 3, le Conservatoire résiliera de plein droit la présente convention d'occupation temporaire, sans que le bénéficiaire ne puisse réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Le bénéficiaire devra évacuer les lieux et l'ensemble de son matériel dans un délai de 3 jours. sans préjudice de l'application de l'article 3.10 ci-dessus.

La présente COT étant un contrat administratif, en cas de litiges seul le tribunal administratif de TOULON est compétent.



ARTICLE 7 : NOMBRE D'EXEMPLAIRES

La présente COT est établie en trois exemplaires originaux, paraphés sur chacun des feuillets, par chacune des parties.

Fait à ; le

Le Bénéficiaire

Le Gestionnaire

Le Conservatoire du littoral



Annexe n°1

Barème pour Tournages de film, clips, documentaires, prises de vue...(CA 27/11/2018)

Redevance tournage = (Rj x J) + (Rmd x MD)	
Redevance journalière tournage	Redevance journalière montage – démontage

Où : Rj : redevance journalière €/j J : nombre de jours
Rmd : redevance journalière pour montage et démontage €/j
MD : nombre de jours de montages et démontages

Les valeurs sont définies pour chacun des 5 niveaux établis par le Conservatoire, en fonction de la sensibilité et du caractère des sites.

Usage 1	Var dim	Unités	Niveaux d'intérêt réciproque				
Usage 2			1	2	3	4	5
Tournages de films et prises de vues pour une période de 12 heures (8h-20h) de tournage							
Cinéma (Long métrage), Publicité							
Redevance journalière de tournage pour des équipes < 50 personnes	en €/j		450 €	900 €	1 800 €	2 700 €	3 600 €
Cinéma (Court-métrage et Moyen-Métrage)							
Redevance journalière de tournage pour des équipes < 50 personnes	en €/j		75 €	150 €	300 €	450 €	600 €
Télévisions (Fiction, Programme de flux)							
Redevance journalière de tournage pour des équipes < 50 personnes	en €/j		300 €	600 €	1 200 €	1 800 €	2 400 €
CLIP - Film institutionnel							
Redevance journalière de tournage pour des équipes < 50 personnes	en €/j		250 €	500 €	1 000 €	1 500 €	2 000 €
Documentaire							
Redevance journalière de tournage pour des équipes < 50 personnes	en €/j		100 €	200 €	400 €	600 €	800 €
Prise aérienne							
Hélicoptères, ULM, Avion basse altitude	en €/j		250 €	375 €	500 €	750 €	1 000 €
Drone	en €/j		50 €	75 €	100 €	150 €	200 €
Tournage de nuit, dimanche ou jours fériés							
Redevance par nuit, dimanche ou jour férié de tournage	en €/n		Majoration de 50% du tarif concerné				
Montage et Démontage							
Redevance par journée de montage et démontage	en €/jmd		Abattement de 50% du tarif concerné				
Nombre de personnes supérieur à 50							
Redevance augmentée par tranche de 50 personnes supplémentaires	en €/j		Majoration de 50% du tarif concerné				

Il est précisé par ailleurs que :

- Il n'y a pas d'abattement au regard du nombre de jours de tournage
- Il n'y a pas d'abattement au regard du nombre de lieux de tournage choisis par la production
- Les périodes de stockage sont intégrées dans la période de montage et démontage
- *Indépendamment de la redevance éventuellement fixée dans le cadre de l'occupation du site, le Conservatoire du littoral (et son gestionnaire) peuvent exiger du bénéficiaire le dépôt d'une caution ou la consignation d'une somme permettant le cas échéant une remise en état des lieux si l'occupation entraîne des dégradations. La caution n'est pas encaissée. Elle est restituée au bénéficiaire dans la mesure où le site ne fait pas l'objet de travaux réparations. La consignation est levée dans les mêmes conditions.*



